Compte rendu de séance

Séance du 6 Mars 2017

L'an 2017 et le 6 Mars à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle du conseil sous la présidence de GARNIER Maryse Maire

Présents : Mme GARNIER Maryse, Maire, Mmes : BONVALET Jeanne, BUNCZUK Elodie, CHOTIN Françoise, ROZÉ Sylvie, MM : CHAPELOT Pascal, D'ANDIGNÉ Constantin, GUIGNARD Christian, MARSAIS Jean-Pierre

Excusé(s) avant donné procuration : Mmes : GUIGNARD Annick à Mme CHOTIN Françoise, PAQUET Sandra à Mme BUNCZUK Elodie

Absent(s) : Mme DAVAILLON Isabelle, MM : DROULIN Sylvain, DUBOIS Thierry, GIRARD Jean-Pierre

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 9

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-préfecture de Loches

Le :

Date de la convocation : 27/02/2017

13/03/2017

Date d'affichage :

A été nommé(e) secrétaire : Mme CHOTIN Françoise

Objet(s) des délibérations

Approbation du compte de gestion de l'exercice 2016 - réf : 2017/009

Le Conseil Municipal, déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2016 par le Trésorier, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2016 - réf : 2017/010

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2121-31, L. 2122-21 et L. 2343-1 et 2,

Vu le Code des communes et notamment des articles R.241-1 à 4, R.241-6 à 15, R.241-16 à 33,

Madame le Maire expose au Conseil Municipal les conditions d'exécution du budget de l'exercice 2016. Madame le Maire ayant quitté la séance et le Conseil Municipal siégeant sous la présidence de Monsieur Pascal CHAPELOT, conformément à l'article L.2121-14 du Code général des collectivités territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **Adopte** le compte administratif de la commune de l'exercice 2016, arrêté comme suit :

	<u>Investissement</u>	<u>Fonctionnement</u>
Dépenses :	172.122,74 €	410.010,29 €
Recettes :	148.785,67 €	477.388,22 €
Résultats 2016 :	- 23.337,07 €	67.377,93 €
Résultats antérieurs :	- 47.971,30 €	196.626,98 €

Totaux :	- 71.308,37 €	264.004,91 €
-----------------	---------------	--------------

Restes à réaliser en dépenses de la Cne : 11.352,48 €

Restes à réaliser en recettes de la Cne : 0 €

Solde des restes à réaliser de la Cne : 11.352,48 €

A l'unanimité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 0)

Affectation du Résultat de Fonctionnement de l'exercice 2016 - réf : 2017/011

Vu le compte administratif 2016 du budget principal de la commune, approuvé par délibération du conseil municipal du 06 mars 2017,

Après avoir entendu en séance le rapport de Madame le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **DÉCIDE** d'affecter l'excédent de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget principal à la section d'investissement au compte 1068 pour un montant de 82.660,85 €, et à la section de fonctionnement pour un montant de 181.344,06 €.

Indemnités de fonctions au Maire et aux Adjointes - réf : 2017/012

Madame le Maire expose au Conseil Municipal que le montant maximal des indemnités de fonction connaît une évolution.

Le Conseil Municipal :

- Fixe ainsi le montant des indemnités de fonctions du Maire et des Adjointes :

Le Maire	31 %
1er Adjoint	8,25 %
2ème Adjoint	8,25 %
3ème Adjoint	4,125 %
4ème Adjoint	4,125 %

Taux maximal en % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique Territoriale.

Installation d'un poulailler à l'école maternelle - réf : 2017/013

Madame le Maire fait part au conseil municipal de la demande déposée en mairie par les enfants de l'école pour l'installation d'un poulailler derrière l'école.

Les dispositions pour la nourriture et la garde pendant les vacances scolaires ont été prévues par l'école.

Madame le Maire rappelle que les précautions qui concernent l'épidémie de grippe aviaire doivent être prises.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Accepte l'installation du poulailler derrière l'école et que la nourriture et la garde des volailles soient organisées par l'école.
- Dit que les précautions obligatoires quant à l'influenza aviaires seront obligatoirement mises en place.

Engagement de dépôt d'un Agenda d'Accessibilité Programmé pour la mise en accessibilité de la bibliothèque - réf : 2017/014

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en date du 15/06/2015 il avait été déposé auprès de la Préfecture d'Indre et Loire, une demande de prorogation de délai de dépôt de l'agenda d'accessibilité programmé (Ad 'AP) pour la mise en accessibilité de la bibliothèque. L'arrêté préfectoral du 28/01/2016, repoussait de 12 mois le délai de dépôt. Un mail de la préfecture en date du 31/01/2017 est parvenu en mairie signifiant le dépassement du délai.

Aussi il est obligatoire de produire un Ad 'AP dans les meilleurs délais ou de s'engager à le transmettre dans un délai de 6 mois à compter du 31/01/2017.

Compte tenu du montant chiffré par SOLIHA de l'étude de projet d'aménagement du garage au sous-sol de l'école et des programmes d'investissement engagés par la commune pour 2017, une autre solution à moindre coût doit être choisie pour la mise en accessibilité de la bibliothèque.

Il est envisagé de faire installer des équipements spéciaux dans le bâtiment existant (sonnette, rampe d'accès, bandes rugueuses, nez de marches etc...). Un chiffrage des installations doit être demandé. La commune pourra donc s'engager auprès de la Préfecture à déposer un Ad 'AP dans un délai de six mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Dit que les équipements d'accessibilité pour la bibliothèque feront l'objet d'un chiffrage et que l'installation de ces équipements sera réalisée dès que possible.
- S'engage à déposer un agenda d'accessibilité programmé auprès de la Préfecture d'Indre-et-Loire dans un délai de six mois à compter du 31/01/2017.

Proposition de noms pour la constitution de la commission intercommunale des impôts directs (CIID) - réf : 2017/015

Madame le Maire fait part au conseil municipal de la nécessité pour la Communauté de Commune de Loches Sud Touraine (CCLST), de constituer une commission intercommunale des impôts directs (CIID). Chaque commune membre est donc sollicitée pour proposer deux noms pour les commissaires à soumettre à la DDFIP qui, en vertu de l'article 1650 A du code général des impôts, désignera les 10 commissaires et les 10 suppléants représentants de la CCLST.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Propose les noms de Messieurs Constantin d'Andigné et Alain Poupineau tous deux membres de la commission communale des impôts directs (CCID) et répondant aux conditions d'éligibilité tels que définis par la loi.

Questions diverses :

Complémentaire Santé communale : Madame le Maire a été contactée pour la mise en place d'une complémentaire santé communale. Le projet paraît intéressant mais le Conseil Municipal se refuse à ce que ce soit les services de la Mairie qui l'ait en gestion. Il suggère que ce soit une association qui le prenne en charge ainsi que cela l'a été entrepris dans d'autres régions.

Demande d'évacuation de l'épave d'une caravane : Une demande d'évacuation de l'épave d'une caravane située en bordure de l'Indrois face aux riverains de la rue de l'Abbaye a été reçue en mairie. Des mesures ont été prises.

Arbre tombé sur la passerelle du Pont de Bourreau : Lors du fort coup de vent de début février 2017 un arbre est tombé sur la passerelle du Pont de Bourreau et la fortement endommagée. Le propriétaire de l'arbre a fait une déclaration à son assurance et en a informé la commune. Le nécessaire sera fait par les employés communaux pour redresser la passerelle.

Déclaration préalable travaux de l'Ecole : L'Architecte des bâtiments de France a refusé le projet de travaux de ravalement de façade, de changement des menuiseries extérieures ainsi que de l'isolation intérieure de l'école. Ses préconisations engendrent une hausse excessive des dépenses impossible à soutenir par la commune. SOLIHA maître d'Œuvre pour le projet a été sollicité afin de reprendre contact avec l'A.B.F. et tenter de trouver une solution raisonnable. Les travaux seront donc probablement différés compte tenu des délais d'instruction des dossiers qui se retrouvent doublés.

Problèmes débit défense incendie : Presque tous les permis de construire ou les demandes d'urbanisme déposés en Mairie et instruits par la DDT de Tours se trouvent refusés. La raison invoquée est le plus souvent le manque de débit des bornes incendie. Le S.D.I.S. a entrepris de mesurer toutes les bornes du département et impose une pression que pratiquement aucune des installations ne possèdent sur le territoire de l'ancienne Communauté de Communes de Montrésor. Il faudrait revoir l'intégralité du réseau d'eau au départ des châteaux d'eau ce qui est impossible. Les communes voisines étant dans la même situation, un collectif a décidé d'écrire au S.D.I.S. afin qu'il revoie sa position et les communes ont décidé de cesser le paiement de la contribution pour cette année tant que rien n'aura été aménagé.

Location du studio de la MSP : A la demande de Madame Elodie Bunczuk, pharmacienne, et avec l'accord de tous les professionnels de santé de la Maison de Santé, le conseil municipal accepte de louer le studio de la MSP à la pharmacienne remplaçante sur de courtes périodes. Pour mémoire, le loyer avait été fixé à 25 € la semaine.

Fleurissement du bourg : Une nouvelle disposition des jardinières le long de la rue de Nouans est envisagée en raison des travaux d'effacement de réseaux et pourrait ainsi renouveler le fleurissement.

Vigilance Citoyenne : Suite à plusieurs cas de cambriolages et d'effraction dans les communes du secteur, le Conseil Municipal propose de se lancer dans le programme de Vigilance Citoyenne. Un contact sera prochainement pris avec la Gendarmerie.

Séance levée à: 23:55

En mairie, le 14/03/2017
Le Maire
Maryse GARNIER